



## **Commune de Chevroux**

---

# **Règlement communal sur la protection du patrimoine arboré**

**2020 - 2021**

---

## REGLEMENT COMMUNAL SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARBORE

---

### Article premier

#### **Base légale**

Le présent règlement est fondé sur les articles 5, lettre b, et 6, alinéa 2, de la loi cantonale vaudoise sur la protection de la nature, des monuments et des sites du 10 décembre 1969 (LPNMS) et sur son règlement d'application du 22 mars 1989.

### Article 2

#### **Champ d'application**

Tous les arbres de 20 cm de diamètre et plus, mesurés à 1,30 m du sol, ainsi que les cordons boisés, les boqueteaux et les haies vives sont protégés. Les diamètres des troncs multiples sur un même pied mesuré à la même hauteur sont additionnés.

Les dispositions de la législation forestière demeurent réservées.

Les arbres faisant partie des vergers sont exclus de cette protection.

### Article 3

#### **Abattage**

L'abattage de patrimoine arboré protégé ne peut être effectué qu'avec l'autorisation de la Municipalité.

Il est en outre interdit de le détruire, ou de le mutiler, par le feu ou tout autre procédé.

Tout élagage et écimage inconsidérés et non exécutés dans les règles de l'art seront assimilés à un abattage effectué sans autorisation.

Des travaux ou des fouilles ayant blessé gravement les racines ou toute autre partie du patrimoine arboré, sont assimilés à un abattage effectué sans autorisation.

### Article 4

#### **Autorisation d'abattage et procédure**

La requête doit être adressée par écrit à la Municipalité, dûment motivée et accompagnée d'un plan de situation ou d'un croquis précisant l'emplacement d'un ou des arbres ou plantations proposés à abattre.

La Municipalité accorde l'autorisation lorsque l'une ou l'autre des conditions indiquées à l'art. 6 de la LPNMS, ou dans ses dispositions d'application, sont réalisées.

La demande d'abattage est affichée au pilier public durant vingt jours.

La Municipalité statue sur la demande et sur les oppositions éventuelles.

## **Arborisation compensatoire**

### **Article 5**

L'autorisation d'abattage sera assortie de l'obligation pour le bénéficiaire de procéder, à ses frais, à une arborisation compensatoire déterminée d'entente avec la Municipalité (nombre, essence, surface, fonction, délai d'exécution). Aucune compensation ne sera demandée lorsqu'il s'agit d'abattage rendu nécessaire pour éclaircir l'intérieur des cordons boisés, des boqueteaux trop denses ainsi que pour favoriser le développement d'autres arbres (soins cultureux). Les plantations compensatoires seront réalisées au plus tard un an après l'abattage de la végétation protégée. L'exécution sera contrôlée par la Municipalité.

En règle générale, cette arborisation compensatoire sera effectuée sur le fond où est elle a fait l'objet de la demande d'abattage. Toutefois, elle peut être faite sur un fond tiers privé ou communal, pour autant que son propriétaire s'engage à se substituer au bénéficiaire de l'autorisation.

L'arborisation compensatoire sera conforme aux dispositions définies dans le code rural et foncier notamment pour ce qui concerne les distances à respecter depuis la limite de la parcelle voisine.

Les plantations de compensation seront uniquement composées d'espèces indigènes adaptées aux conditions de la station ou d'anciennes variétés d'arbres fruitiers à haute tige.

Si des arbres et plantations protégés au sens de l'art. 2 sont abattus sans autorisation, la Municipalité exigera, en plus de l'application des sanctions prévues à l'art. 9, une plantation compensatoire. Si les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la surface réellement détruite sans autorisation, le relevé et le piquetage sur le terrain se feront aux frais du contrevenant par un géomètre officiel sur la base des documents géomatiques disponibles ou des orthophotos.

### **Article 6**

## **Taxe compensatoire**

Lorsque les circonstances ne permettent pas une arborisation compensatoire équivalente, le bénéficiaire de l'autorisation d'abattage peut être astreint au paiement d'une taxe dont le produit, distinct des recettes générales de la commune, sera affecté aux opérations d'arborisation réalisées par la commune, à l'exception de celles à caractère forestier.

Le montant de cette taxe, fixé par la Municipalité, est de Fr. 500.- au minimum et de Fr. 15'000.- au maximum. Il se calcule par rapport à la dimension, à l'espèce et à l'état sanitaire des arbres abattus, en tenant compte des plantations compensatoires qui seront effectuées.

### **Article 7**

**Entretien et conservation** L'entretien du patrimoine arboré protégé par le présent règlement (taille, élagage, etc.) est à la charge des propriétaires. Cependant, lorsque l'entretien devient trop onéreux et que la Municipalité s'oppose à l'enlèvement d'un arbre, son entretien en incombe à la commune.

Lorsqu'ils bordent une allée ou une place, une surface au sol suffisante doit être maintenue libre autour des arbres protégés pour l'irrigation et la respiration des racines. Si besoin est, des constructions appropriées devront être réalisées afin de protéger leurs racines de l'infiltration de substances dommageables.

### **Article 8**

**Recours** Toute décision de la Municipalité prise en application du présent règlement est susceptible d'un recours au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public.

Le recours s'exerce dans les 30 jours qui suivent la communication de la décision municipale, la date du timbre postal faisant foi, conformément aux dispositions de la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative (LPA-VD).

### **Article 9**

**Sanctions** Celui qui contrevient au présent règlement est passible d'une amende en application de l'art. 92 LPNMS.

La poursuite a lieu conformément à la loi sur les contraventions.

### **Article 10**

**Dispositions finales** Pour tout ce qui ne figure pas dans le présent règlement, il sera fait référence à la LPNMS et à son règlement d'application.

### **Article 11**

Le présent règlement abroge le plan de classement communal du 11 juillet 1973 et entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 20 octobre 2020.

**AU NOM DE LA MUNICIPALITE**

Le Syndic :

Jean Daniel Curchod



La Secrétaire :

Sylviane Cattin

Règlement soumis à l'enquête publique du 6 novembre 2020 au 7 décembre 2020.

**COMMUNE DE CHEVROUX**

**REGLEMENT COMMUNAL SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARBORE**

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 20 octobre 2020.

**AU NOM DE LA MUNICIPALITE**

Le Syndic :

  
Jean Daniel Curchod



La Secrétaire :


  
Sylviane Cattin

Règlement soumis à l'enquête publique du 6 novembre 2020 au 7 décembre 2020.

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 15 mars 2021 et validé lors de la séance du 28 juin 2021.

**AU NOM DU CONSEIL GENERAL**

Le Président :

  
Charles-Edouard Bonny



La Secrétaire :

  
Nicole Ongari

Approuvé par la Cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité :

**14 DEC. 2021**

Lausanne, le .....

La Cheffe du Département :

